

Plaidoyer pour l'écodéveloppement

Ignacy SACHS

Directeur Honoraire de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales
Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain

Je viens de consulter l'édition électronique du *Grand Robert*. Le terme *écodéveloppement* n'y figure pas encore, bien qu'il ait été mis en circulation dès avant la première Conférence des Nations Unies sur le Développement et l'environnement qui s'est tenue à Stockholm en 1972.²

Domage, car le préfixe *éco* introduit explicitement la dimension environnementale en plus de celles, *sociale* et *économique*, subsumées dans le vocable *développement*. Or, nous n'avons plus le droit d'ignorer le danger que représente le réchauffement de la planète provoqué par les émissions excessives des gaz à effet de serre d'origine anthropogène. À la rigueur, la quatrième dimension qui pourrait également être explicitée est celle de la *politique*. D'ailleurs, les langues latines donnent la préférence au terme d'*économie politique* par opposition à l'anglo-saxon *economics*.

Le développement doit donc être pensé comme un concept pluridimensionnel.

Ses finalités sont toujours *éthiques et sociales*. Il faut impérativement assurer des conditions de vie matérielles décentes à l'ensemble des habitants actuels et futurs de notre planète, tout en s'attachant à réduire le plus rapidement possible les énormes écarts dans le niveau de vie entre les minorités nanties et la majorité condamnée à vivre au bas de la pyramide sociale en gagnant péniblement sa vie.

La *viabilité économique* est la condition *sine qua non* du développement.

Elle doit aller de pair avec l'absence de *changements climatiques délétères*, tout au moins ceux provoqués par les actions humaines que nous devrions être à même de maîtriser.

Le terme *écodéveloppement* mérite par conséquent une place permanente dans notre vocabulaire en tant que synonyme et abréviation d'un *développement socialement incluant et respectueux de l'environnement*.

L'écodéveloppement s'oppose aux différentes formes de *maldéveloppement* souvent appelé *croissance perverse*, cette dernière s'accompagnant d'impacts sociaux et environnementaux négatifs.

² Voir Ignacy Sachs, *L'écodéveloppement – stratégies de développement pour le XXI^e*, préface de Maurice Strong, (Paris : Syros, 1993).

Il y a lieu encore de mentionner les différents cas de croissance économique rapide aux conséquences sociales globalement positives, quoique différenciées, entraînant toutefois des coûts environnementaux excessifs, à l'exemple de ce que nous avons connu pendant la période des Trente Glorieuses (1945-1975).

Il est aussi possible d'envisager en théorie un autre cas de figure : une politique respectueuse de l'environnement, mais au prix d'une croissance économique excessivement faible, incapable donc d'empêcher une polarisation sociale inacceptable qui abandonnerait au bord de la route paysans sans terre, habitants de bidonvilles et tous ceux qui, par manque d'opportunités et de connaissances, ne parviennent pas à s'insérer dans l'économie moderne élitiste.

Il convient donc de réserver le terme *écodéveloppement* aux situations définies par la présence simultanée des trois caractéristiques suivantes :

- *croissance économique*, supérieure au taux de croissance démographique, lequel a toutefois tendance à se réduire grâce aux progrès en matière d'éducation et de politiques sociales. Rappelons que le passage à l'économie stationnaire, souhaitable à terme du point de vue environnemental, ne pourra être envisagé tant que nous n'aurons pas réduit les énormes disparités actuelles du niveau matériel de vie. Par ailleurs, ce passage ne saurait être repoussé aux calendes grecques. Dans un monde fini, nous ne pouvons pas extrapoler à l'infini la croissance du produit matériel ; en revanche le ciel est la limite pour ce qui est des activités immatérielles appelées à jouer un rôle de plus en plus significatif dans nos civilisations ;
- *impacts sociaux positifs* moyennant la *création en nombre suffisant de nouvelles opportunités de travail décent* effectué dans des conditions respectueuses de la santé et de la dignité des travailleurs et convenablement rémunéré ; nous ne devons pas renoncer au concept de *plein emploi*, ni essayer d'y parvenir uniquement à travers la réduction du temps de travail de ceux qui sont déjà employés, quoique la réduction du temps réglementaire de travail fasse partie des modalités du progrès social ;
- *réduction des impacts négatifs sur l'environnement* grâce aux politiques environnementales mises en place par les États développeurs, en portant une attention toute particulière à la sobriété énergétique et à la substitution des énergies fossiles par les énergies vertes, puisque le réchauffement de la planète que nous nous devons d'éviter est lié à l'utilisation des énergies fossiles.

Le passage à l'écodéveloppement est à notre portée. Pourquoi ne pas charger les Nations Unies de la formulation d'un premier plan mondial de développement socialement incluant et respectueux de l'environnement, pour les années 2016-2030, suivi d'un second plan pour la période 2031-2050 ?

Un tel plan devrait s'appuyer sur un *contrat social* explicite. Le hasard parfois fait bien les choses : nous venons de célébrer l'année dernière le troisième centenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau et le 250^e anniversaire de la publication de son *Contrat social*.

Nous pourrions en outre nous inspirer de la phrase de Gandhi : « *la terre fournit suffisamment pour pourvoir aux besoins de chaque homme, mais pas à sa cupidité* », ³ et nous donner par conséquent pour objectif « *la civilisation de l'être dans le partage équitable de l'avoir* » selon la formule du dominicain français, Louis Joseph Lebret ; qui dira mieux en si peu de mots ?

Nous n'y sommes pas, mais il n'y a pas lieu de désespérer. Au vu des nombreux échecs essuyés par les politiques de développement dans un passé récent, la porte – certains lui préfèrent l'image biblique du chas d'aiguille – peut paraître étroite, mais elle existe. Nous sommes loin d'avoir épuisé toutes les possibilités de progrès technique et d'utilisation plus efficace de l'énergie.

C'est pourquoi il y a lieu de penser que la production des biens matériels indispensables au bien-être des sociétés futures va engager une part de moins en moins importante de leur temps de travail disponible. Autant dire que l'*homo faber* va libérer du temps pour les activités de l'*homo ludens*⁴ en ouvrant des perspectives nouvelles à l'épanouissement de nos civilisations.

³ "Earth provides enough to satisfy every man's need, but not every man's greed."

⁴ Voir à ce sujet Johann Huizinga, *Homo Ludens, a Study of the Play Element in Culture*, Boston: Beacon Press, [1938], 1955.